

## Réponse à la consultation publique de l'ARCEP

### Introduction : rappel des raisons d'être et de l'importance de la péréquation pour la presse et pour l'information des Français

#### **A) L'accès des Français à la presse quotidienne d'information a une importance fondamentale pour la démocratie**

La Loi du 2 avril 1947 dite « loi Bichet » et sa révision de 2019 s'inscrivent dans la continuité de la volonté des pouvoirs publics depuis la Révolution française de garantir le pluralisme et l'accès à la presse qui contribue à éclairer le jugement du citoyen et fait vivre la démocratie.

Cette volonté suit les principes dégagés au cours de la Révolution et en particulier ceux inscrits à l'article 11 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 - « *La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi* ». L'objectif constant a toujours été de garantir l'information des citoyens et la diffusion des courants de pensées et d'opinions. C'est pour assurer le bon fonctionnement de la démocratie et éclairer le jugement du citoyen afin qu'il exerce librement son droit de vote que la presse quotidienne a toujours été soutenue.

Les différentes lignes éditoriales des quotidiens nationaux d'information garantissent la pluralité de vues indispensable à la bonne santé de notre démocratie. Ils permettent une appropriation de l'information par les Français, une mise en perspective des événements, une confrontation des commentaires et des analyses, garantissant ainsi la construction d'une véritable conscience culturelle et politique des citoyens. Cet accès à une information diversifiée et professionnelle est une nécessité démocratique qui se fait particulièrement aigüe à l'heure des fausses informations et du filtrage des contenus par les algorithmes des plateformes numériques et des réseaux sociaux.

Via un réseau de distribution qui livre chaque nuit l'ensemble des points de vente physiques présents sur tout le territoire français, urbain comme rural, y compris les DOM-COM et les îles métropolitaines, la presse quotidienne nationale diffuse tous les jours une information complète et pluraliste à l'ensemble des citoyens. Elle est un levier essentiel pour faire prospérer notre démocratie, aujourd'hui l'une des plus solides d'Europe.

Même si l'usage numérique se développe, les Français continuent à être attachés au support papier qui reste le socle de l'accès à l'information :

- La lecture sur papier est encore très répandue : près d'1/3 des lecteurs de la presse y ont accès exclusivement via les formats imprimés<sup>1</sup> ;
- Le papier est le média dans lequel les Français ont le plus confiance : 58 % des Français ont confiance dans le papier contre 8 % dans les réseaux sociaux<sup>2</sup>.

Aujourd'hui plus que jamais, dans un contexte de baisse des volumes vendus (entre 2015 et 2019, la vente au numéro des quotidiens nationaux a perdu 37%) et des revenus traditionnels, la presse quotidienne doit être distribuée tous les jours dans notre pays à des coûts supportables par ses éditeurs pour vivre et remplir son rôle d'intérêt général et de défense de la démocratie.

**B) La péréquation est un mécanisme vital pour assurer cette distribution de l'information : sans elle, les éditeurs de presse quotidienne nationale ne pourraient pas garantir une offre aussi diversifiée et pluraliste en information fraîche sur l'ensemble du territoire**

La baisse des ventes en kiosque est une réalité aussi bien pour la presse quotidienne nationale que pour le reste des titres, liée à une évolution des usages et de la demande. Elle engendre une attrition des revenus traditionnels, non compensée par le développement du chiffre d'affaires issu du numérique.

Malgré cette décroissance du chiffre d'affaires, et compte tenu de ses missions particulières d'intérêt général et de ses contraintes notamment de fabrication, la presse quotidienne nationale continue de supporter des coûts importants de distribution, supplémentaires par rapport aux autres familles de presse.

En effet, l'actualité et les grands événements de la vie publique nationale ou internationale (élections, annonces gouvernementales, résultats sportifs...), donnent lieu à des bouclages tardifs qui nécessitent une flexibilité et une réactivité des flux de distribution en aval de l'impression. Les quotidiens nationaux doivent être distribués sur l'ensemble du territoire Français (le plus vaste d'Europe), principalement de nuit, afin que l'information soit disponible rapidement, dès 6 h du matin dans la majorité des cas où dès l'après-midi. Par ailleurs, le travail le dimanche est obligatoire par les SADP pour que les quotidiens soient mis en vente le lundi matin. Cette distribution, qui s'effectue 7 jours sur 7, dans un réseau de 22 000 points de ventes, entraîne par nature des contraintes logistiques et des surcoûts spécifiques (caractère nocturne, flexibilité, célérité, distribution le dimanche et les jours fériés). Les éditeurs des quotidiens nationaux doivent pouvoir s'appuyer sur des sociétés agréées de distribution de la presse (SADP) leur garantissant le respect de leurs contraintes spécifiques. Cela entraîne structurellement des surcoûts pour ces SADP, qui sont ensuite refacturés aux éditeurs.

Sans mécanisme de répartition de ces surcoûts, le coût marginal supporté par les éditeurs de quotidiens nationaux serait multiplié par 3,6 (de 4,7 M€ nets à financer par le barème des quotidiens nationaux à 17,1 M€, d'après les chiffres communiqués par France Messagerie en décembre 2020).

---

<sup>1</sup> ACPM, étude OneNext 2021

<sup>2</sup> Media rating 366, sondage janvier 2019. Panel 366 / TNS Sofres. Population > 18 ans. Périmètre : tous médias

Ce coût supplémentaire pour les éditeurs de presse quotidienne nationale (PQN) pourrait menacer leur survie, les forçant à abandonner la distribution en points de vente, notamment pour des quotidiens proposant moins de 10 000 exemplaires à la vente au numéro ou pour les quotidiens à faible revenu publicitaire ou les obligeant à augmenter fortement le prix de vente facial de leurs titres, au risque de les rendre inaccessibles à une grande part de la population française.

Par ailleurs, il est également à noter que les éditeurs de PQN doivent supporter des investissements conséquents dans le réseau de distribution (outils, intelligence artificielle, optimisation des schémas logistiques...) qui sont nécessaires pour assurer un modèle de distribution moderne et pérenne, aussi bien économiquement qu'environnementalement.

Le mécanisme de péréquation mis en place depuis 2012 et garanti par la loi Bichet<sup>3</sup>, à la suite des recommandations du rapport Lasserre de 2009, a pour objectif de répartir entre toutes les entreprises de presse adhérant aux coopératives, de façon objective, transparente et non discriminatoire, les efforts nécessaires pour assurer la couverture des coûts de distribution des quotidiens nationaux.

En faisant contribuer les acteurs de niveau 1 autres que France Messagerie aux surcoûts de distribution spécifiques aux quotidiens nationaux, il permet de pérenniser l'entretien d'un réseau de distribution qui n'a pas uniquement une raison d'être économique, mais également démocratique.

### **C) Les éditeurs de PQN sont partie prenante de l'attractivité des points de vente : la péréquation bénéficie à l'ensemble de l'écosystème de la presse**

La distribution d'une diversité de quotidiens nationaux dans les points de vente génère des externalités positives pour l'ensemble des titres de presse et des produits qui y sont distribués.

Les coûts fixes du réseau étant absorbés par davantage d'acteurs, il en résulte une synergie globale dont bénéficient tous les titres. Pour le niveau 1, ces synergies concernent le siège, puisque les circuits logistiques des quotidiens nationaux et des magazines sont disjoints ; pour le niveau 2, les synergies, de nature industrielle, sont significatives puisque le réseau est totalement mutualisé.

La distribution des quotidiens nationaux est susceptible de faire apparaître d'autres externalités positives, telles qu'une fréquentation plus régulière et plus importante des points de vente. Philippe di Marzio, le directeur général de Culture Presse (organisation représentant les diffuseurs de presse), considère que la périodicité des quotidiens nationaux est un « élément fort de fréquentation des points de vente, constitutif de leur image, et indispensable pour le réseau le plus fréquenté de France ».

---

<sup>3</sup> Cette garantie de la péréquation est assurée dans le cadre de la distribution groupée et même hors adhésion au système coopératif, la loi réformée du 18 octobre 2019 prévoyant en son article 18-4° l'ARCEP « *définit, par dérogation à l'article 3, les circonstances dans lesquelles une entreprise de presse peut, dans des zones géographiques déterminées et pour des motifs tirés de l'amélioration des conditions de desserte des points de vente, recourir à une distribution groupée sans adhérer à une société coopérative de groupage de presse ; elle précise dans ce cas les modalités de participation de l'entreprise à la répartition des coûts spécifiques mentionnés au 3° du présent article* ».

Les acheteurs de la presse quotidienne nationale, qui se rendent pour certains tous les jours en point de vente, sont également pour une grande partie d'entre eux des lecteurs CSP+. Ils ont un panier moyen qui peut aller pour certains titres jusqu'à 2 ou 3 fois le prix du quotidien dans les points de vente diversifiés. Une disparition des quotidiens nationaux mettrait donc en péril un pan bien plus large du chiffre d'affaires des points de vente.

L'exemple de l'interruption de la livraison des quotidiens nationaux dans les points de vente des zones de Marseille et de Lyon du fait des grèves de 2020 illustre cet impact : le chiffre d'affaires moyen lié à la vente de presse (quotidiens nationaux, magazines, encyclopédies) des points de vente indépendants spécialistes dans ces deux zones a diminué de 24 % entre janvier et juin 2020, là où le recul était limité à 11 % sur l'ensemble du territoire sur la même période<sup>4</sup>.

Les 9 quotidiens nationaux représentent 12 % des 910 millions d'exemplaires de presse vendus chaque année en points de vente<sup>5</sup>, et 20 % du chiffre d'affaires encaissé par les spécialistes indépendants : la suppression de cette source de revenu, ainsi que la perte des externalités positives liées à la présence dans les points de vente des quotidiens entraîneraient la fermeture de points de vente et ainsi la mise en péril du modèle économique de l'ensemble de la filière de la presse.

La forte baisse du nombre de diffuseurs de presse depuis de nombreuses années (de 28 579 points de vente en 2011 à 21 988 en 2019<sup>6</sup>), accentuée par la crise sanitaire de 2020 (1 063 marchands de presse en moins en 2020, contre 579 en 2019<sup>7</sup>), serait encore aggravée par la mise à mal du réseau de distribution des quotidiens nationaux. La diminution du nombre de points de vente qui en résulterait serait dommageable pour l'ensemble des titres de presse.

La présence dans les points de vente des quotidiens nationaux et l'entretien d'un réseau de distribution réactif sont des atouts pour l'ensemble des acteurs de la presse, et la péréquation permet de les pérenniser.

### **Question n°1 :**

*Le calcul du montant de la péréquation sur le périmètre N1 « élargi », c'est-à-dire incluant les coûts de la plateforme du niveau II de Bobigny, appelle-t-il des remarques de votre part ? Si oui lesquelles ? Si un autre périmètre devait être retenu merci d'en expliquer les raisons.*

D'après la loi Bichet, le montant de la péréquation doit être calculé à partir de l'ensemble des surcoûts spécifiques et ne pouvant être évités induits par la distribution de quotidiens nationaux : tous les dépôts autres que Bobigny opérant pour les quotidiens nationaux sans synergie avec les magazines doivent par conséquent également être compris dans le N1 « élargi », le recours à ces dépôts fautes d'alternatives

---

<sup>4</sup> Panel DEVLIX de Culture Presse, sur 120 points de ventes des zones de Marseille et Lyon

<sup>5</sup> Données ACPM (2019)

<sup>6</sup> Données Presstalis via site CSMP

<sup>7</sup> Données CRDP via Culture Presse

étant nécessaire pour que les quotidiens nationaux puissent être distribués dans les délais sur l'ensemble du territoire.

La révision de la méthodologie de calcul devra donc nécessairement la prendre en compte et réviser le périmètre N1 « élargi » défini dans l'étude de 2014.

### **Question n°2 :**

*L'approche consistant à exclure des surcoûts d'inefficacité et des surcoûts évitables du calcul de la péréquation vous semble-t-elle devoir être maintenue ? Y aurait-il d'autres type de coûts qu'il conviendrait, à votre sens, d'exclure ? L'évolution du secteur, et notamment la liquidation de Presstalis, conduit-elle, à votre sens, à modifier l'approche retenue historiquement par le CSMP ?*

L'approche adoptée en 2012 consistant à exclure des surcoûts d'inefficacité avait été guidée par le constat de « lourdeurs administratives et logistiques dépourvues de justifications économiques » chez Presstalis : les multiples opérations de restructuration de Presstalis, sa liquidation et la reprise de ses actifs par France Messagerie, ainsi que la refonte du schéma industriel existant imposent de revoir l'estimation du montant de ces surcoûts qui ont fortement réduit voire disparu. L'organisation actuelle de France Messagerie a un dimensionnement adapté à son activité de distribution.

Si cette approche est conservée malgré l'évolution de la situation, la réévaluation du montant de ces surcoûts devra être réalisée via une comparaison avec une structure comparable, aussi bien dans son schéma industriel que dans ses activités, ses conditions d'emploi et de travail et sa situation géographique.

Les surcoûts qui avaient été considérés comme « évitables » lors de l'étude Mazars de 2012 font partie intégrante du modèle des quotidiens nationaux, notamment du fait des horaires tardifs des bouclages, de l'impossibilité du report de vente et de la mission de diffusion de l'information sur l'ensemble du territoire français dans les temps impartis.

Ces surcoûts sont donc en réalité inévitables<sup>8</sup>, spécifiques et induits par la distribution des quotidiens nationaux : ils doivent être inclus dans l'assiette de calcul du montant de la péréquation.

### **Question n°3 :**

*L'évolution du secteur, en particulier la liquidation de Presstalis et les changements organisationnels opérés par France Messagerie, conduit-elle, à votre sens, à modifier l'approche retenue historiquement par le CSMP, consistant à exclure le surcoût lié aux coûts sociaux supporté par le distributeur de presse quotidienne du calcul de la péréquation ?*

---

<sup>8</sup> C'est bien l'esprit du rapport Mazars précité, qui fonde son analyse de ces coûts sur le listage et la valorisation de « toutes les contraintes spécifiques liées à la distribution des quotidiens: travail de nuit, travail du dimanche et des jours fériés, transports additionnels, gestion du « pic de traitement » résultant des contraintes horaires, et schémas logistiques spécifiques des quotidiens ».

*La méthode d'estimation utilisée par le CSMP, par comparaison avec des conditions salariales et des effectifs de structures similaires, vous semble-t-elle appropriée pour l'évaluation de ce surcoût ? Sinon, quelle méthode préconiserez-vous et pour quelles raisons ?*

Les multiples opérations de restructuration de Presstalis depuis l'étude Mazars, sa liquidation et la reprise de ses actifs par France Messagerie ont fortement réduit les écarts entre sa structure de coûts et celle des autres acteurs du marché (notamment pour les coûts « sociaux »). Les comparaisons effectuées pour calculer tout éventuel surcoût doivent donc nécessairement être actualisées. Elles doivent être faites avec des acteurs similaires à France Messagerie, notamment en matière d'activité, de taille, de conditions et temps de travail et d'acquis sociaux (rattachement à une convention collective identique).

#### **Question n°4 :**

*L'évolution du secteur, en particulier la liquidation de Presstalis et les changements organisationnels opérés par France Messagerie, conduit-elle, à votre sens, à modifier l'approche retenue historiquement par le CSMP ? Consistant à exclure des surcoûts liés aux frais de siège supportés par Presstalis du calcul de la péréquation ?*

*Hormis la question des sureffectifs, identifiez-vous d'autres éléments à prendre en compte dans le calcul des surcoûts de frais de siège ? En préciser les raisons le cas échéant.*

*La méthode d'estimation utilisée par le CSMP, par comparaison avec des structures similaires, vous semble-t-elle appropriée pour l'évaluation de ce surcoût ? Sinon, quelle méthode préconiserez-vous ? En préciser les raisons le cas échéant.*

Le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN) a été impliqué dans la réorganisation de Presstalis et la création de France Messagerie, et ses membres font partie de la Coopérative de Distribution des Quotidiens (CDQ), unique actionnaire de France Messagerie. Il a pu constater pendant cette réorganisation les efforts de rationalisation des coûts de siège : les effectifs du siège sont passés de 206 à 117 personnes, suite au plan social de 2020, pour un effectif global de 270 personnes. Ces effectifs sont à mettre en comparaison avec ceux d'autres sociétés ayant des activités et des contraintes industrielles similaires.

D'autres frais de siège correspondant exclusivement à l'organisation et à la gestion des quotidiens doivent être pris en considération dans l'assiette du calcul de la péréquation : ils sont nécessaires pour permettre aux quotidiens nationaux de remplir leur mission d'information des Français sur l'ensemble du territoire et dans les temps impartis.

De même que pour les coûts sociaux, toute comparaison doit être faite avec des acteurs similaires à France Messagerie, notamment en termes d'activité, de taille, de conditions et temps de travail et d'acquis sociaux (rattachement à une convention collective identique).

### **Question n°5 :**

*Vous semble-t-il pertinent de considérer les coûts des trajets direct imprimerie et les coûts d'approche comme évitables et de les exclure ? Distinguez-vous certains types de trajets à inclure et d'autres à exclure de l'analyse, et pour quelles raisons ?*

Les trajets « direct imprimerie » ne correspondent pas à des pratiques « historiques », mais à des contraintes induites par le rythme de l'actualité couverte par les quotidiens nationaux (résultats d'élections, annonces gouvernementales, événements sportifs...) : les conditions de bouclage et d'impression qui la rendent nécessaire sont inhérents au contrat de lecture de chacun des titres. Les interventions présidentielles lors du journal de 20h, le résultat de compétitions sportives, les résultats d'élections sont autant d'événements forts qui ont un impact sur les ventes dont les quotidiens nationaux ne peuvent pas faire l'économie (les quantités vendues en VAN vont du simple au double pour certains titres grâce à la couverture de ces événements).

Cette couverture de l'actualité « chaude » grâce au bouclage tardif permet également à la presse quotidienne nationale de se démarquer dans son offre et d'être à qualité égale avec la presse quotidienne régionale.

Ces flux sont mutualisés le plus souvent possible entre plusieurs titres pour limiter leur coût (par exemple au départ de l'imprimerie POP à la Courneuve, entre L'Equipe et Aujourd'hui en France) : ils ne relèvent pas d'une solution de confort ni pour l'éditeur, ni pour le distributeur. Au sein de l'Alliance de la Presse, des travaux de mutualisation ont été menés entre quotidiens nationaux et régionaux : des optimisations logistiques ont été mises en place partout où c'était possible.

Du fait de la baisse des volumes, les éditeurs ont pour objectif de rationaliser leurs lieux de production et réduire le nombre de sites d'impression (en 20 ans, 10 centres d'impressions ont fermé soit 50 % des outils), alors que diminue en parallèle le nombre de centres régionaux de groupage ; ils doivent cependant composer avec les contraintes des heures de bouclages et de la continuité de la couverture du territoire Français.

Renoncer à ces flux logistiques empêcherait les éditeurs de PQN d'assurer leur mission de diffusion d'une information fraîche et pluraliste, accessible sur l'ensemble du territoire français dans les temps impartis : ceux-ci doivent être considérés comme des coûts inhérents à l'activité des quotidiens nationaux et donc inclus dans l'assiette de calcul de la péréquation.

### **Question n°6 :**

*Existe-t-il, selon vous, d'autres surcoûts inefficaces ou évitables qui devraient être exclus du calcul de la péréquation ? Si oui, lesquels ?*

*Quelle méthode d'estimation préconiseriez-vous pour les évaluer ? En préciser les raisons le cas échéant.*

Aucun surcoût lié à la distribution des quotidiens nationaux n'est évitable dans le schéma de distribution : tous ces coûts sont justifiés par les spécificités liées à la distribution des quotidiens nationaux

et sont nécessaires pour leur permettre d'assurer leur mission d'information des Français sur tout le territoire national dans les temps impartis.

**Question n°7 :**

*De manière générale, cette actualisation annuelle de l'évaluation des surcoûts inefficaces et évitables appelle-t-elle des remarques de votre part ?*

L'évaluation des surcoûts « inefficaces » doit se faire sur une nouvelle base étant donné les transformations importantes résultant de la liquidation de Presstalis et des changements organisationnels opérés par France Messagerie : le recours à un nouveau tiers en charge de cette estimation permettrait de prendre complètement la mesure de cette nouvelle donne dans le calcul du montant de la péréquation.

Le tiers en charge de cette estimation pourrait mettre à jour régulièrement cette évaluation pour permettre de prendre en compte les évolutions du modèle économique de France Messagerie et les changements de conjoncture.

Selon les modalités de calcul définies par le CSMP, le montant de péréquation diminuait avec la baisse des volumes vendus, alors que la distribution est une industrie à coûts fixes : en baissant d'année en année, la péréquation joue de moins en moins son rôle et amène les quotidiens nationaux à devoir considérablement augmenter leur prix de vente en kiosque pour que leurs revenus ne chutent pas au même rythme que les volumes vendus. Depuis 2015, l'ensemble de la PQN a fait un effort constant sur ses prix de vente (entre +70 à +80 centimes sur la période) : aucun autre produit distribué en point de vente n'a connu une telle évolution causée par ses coûts de distribution. Pour ne pas reproduire cet effet contraire au principe de la péréquation, l'ARCEP doit veiller à ce que le montant de celle-ci soit stabilisé.

**Question n°8 :**

*Vous semble-t-il justifié de prendre en compte chacune des cinq contraintes (VSM, moyens logistiques pour faire face aux retards, Dimanche et jours fériés, travail de nuit, pics d'activité) précitées dans le calcul de la péréquation ? Sinon, pour quelles raisons ?*

Comme précisé dans l'étude de 2012 du cabinet Mazars, chacune de ces contraintes est justifiée par la spécificité de la distribution des quotidiens nationaux : en y renonçant, les éditeurs n'assureraient plus la mission d'information pluraliste et permanente des citoyens sur l'ensemble du territoire français dans les temps impartis.

Chaque quotidien national a un contrat de lecture unique qui le lie à ses lecteurs, et qui rend inévitable ces contraintes de distribution : ainsi un quotidien destiné au milieu des affaires comme *les Echos* peut paraître 5 jours sur 7, alors que le rythme des compétitions sportives rend nécessaire une parution 7 jours sur 7 pour des quotidiens grand public comme *L'Equipe* et *Aujourd'hui en France*, avec les jours fériés inclus.

Ce contrat de lecture est également déterminant pour l'horaire de bouclage : les quotidiens nationaux d'actualité générale doivent régulièrement couvrir des événements se terminant tard : une intervention présidentielle lors du journal de 20h, les résultats d'une élection (fermeture des bureaux de vote à 20h à



Paris), l'élection d'un pape... sont autant d'actualités fortes qui ont un impact sur les ventes dont les quotidiens ne peuvent pas faire l'économie (comme indiqué précédemment, les quantités vendues en points de vente vont du simple au double pour certains titres grâce à la couverture de ces événements).

L'actualité sportive, qui a en grande partie lieu le soir et le week-end est de son côté au cœur du contrat de lecture de quotidiens nationaux grand public (Aujourd'hui en France, l'Equipe) : en renonçant à la couvrir, ces quotidiens briseraient ce contrat.

Le travail du week-end est également une nécessité pour permettre aux quotidiens nationaux de paraître : pour pouvoir publier leurs titres le dimanche et le lundi, les éditeurs de presse doivent les concevoir, les fabriquer et lancer leur distribution la veille : une fermeture de France Messagerie le samedi ou le dimanche condamnerait la parution des quotidiens nationaux le lendemain, entraînerait le licenciement de journalistes et affaiblirait l'attrait des titres de presse face à la concurrence.

Cette couverture de l'actualité « chaude » grâce au bouclage tardif permet également à la PQN de se démarquer dans son offre et d'être à qualité égale avec la presse quotidienne régionale.

Le territoire français est le plus étendu d'Europe, et sa géographie est très complexe : îles, montagnes, discontinuités dans l'aménagement du territoire, densité urbaine fortement variable. Si permettre la couverture de l'ensemble des points de vente du pays est un défi logistique pour la SADP qui la prend en charge, y renoncer pour limiter les surcoûts reviendrait à priver des zones entières du pays d'accès à une information professionnelle et pluraliste. Cela serait contraire aux principes confirmés par le législateur dans la loi Bichet, et nécessiterait de faire des choix dont la logique politique serait difficilement défendable.

Ces contraintes structurelles n'empêchent pas un travail constant de rationalisation du réseau de distribution. Par exemple, lors de sa restructuration, France Messagerie a fait disparaître une permanence du samedi qui fournissait des rapports de distribution aux éditeurs : la suppression de cette fonction, qui limite la réactivité des éditeurs de presse quotidienne en cas de problème de distribution, a pu être mise en place car elle ne remettait pas en cause la mission des quotidiens nationaux d'information des Français sur tout le territoire dans les temps impartis.

#### **Question n°9 :**

*La prise en compte de cette contrainte dans le calcul des coûts spécifiques liés au sous remplissage des camions vous semble-t-elle justifiée ? Pourquoi ? D'autres caractéristiques du schéma de transport pour distribuer les quotidiens doivent-elles selon vous être considérées dans le calcul de la péréquation ?*

Le sous-remplissage des camions s'explique par les contraintes temporelles inhérentes à l'activité des quotidiens nationaux : si la SADP des quotidiens voulait diminuer ces coûts en favorisant le remplissage des camions au détriment du facteur « temps », ils ne pourraient plus remplir leur mission d'information pluraliste et permanente des citoyens sur l'ensemble du territoire français dans les temps impartis.

Des efforts constants de mutualisation et de rationalisation sont menés pour réduire le plus possible les coûts liés à ces flux, en remplissant le plus possible les camions (révision régulière du plan de transport).

**Question n°10 :**

*En dehors des six contraintes précédemment identifiées, quelles autres contraintes impliquant des coûts spécifiques observez-vous ? Jugez-vous nécessaire de les retenir ou de les exclure du périmètre de la péréquation ? Le cas échéant en expliquer les raisons.*

Le rapport Mazars de 2012 ne détaille pas l'impact des contraintes de la distribution des quotidiens nationaux sur les systèmes d'information de la SADP les distribuant. Certains des outils du SI de France Messagerie sont pourtant nécessaires pour lui permettre d'entretenir un lien réactif et efficace entre les imprimeries et le distributeur.

Les systèmes d'information de France Messagerie doivent être audités précisément pour détourner les applications ou briques fonctionnelles spécifiquement nécessaires à la distribution des quotidiens nationaux et les coûts associés, pour les prendre en compte dans le calcul de la péréquation.

**Question n°11 :**

*La méthode des coûts évitables retenue par les CSMP pour l'évaluation des coûts spécifiques à la distribution des quotidiens vous semble-t-elle appropriée ? Si tel n'est pas le cas, que préconisez-vous et pour quelles raisons ?*

La méthode des coûts évitables permet d'identifier et quantifier l'origine de ces coûts spécifiques : elle est la méthode la plus simple et la plus adaptée, et doit inclure les coûts supplémentaires identifiés dans les questions ci-dessus.

**Question n°12 :**

*Le fait de retenir des hypothèses sur les paramètres de coûts (e.g. coûts unitaires, quantités d'intrants, productivité) fondées sur les meilleures pratiques observées dans le secteur vous semble-t-il justifié ?*

Le recours à des hypothèses sur les paramètres de coûts fondées sur les meilleures pratiques observées dans le secteur pour évaluer le poids des contraintes citées semble être la meilleure méthode, à condition que les mêmes contraintes (temps, continuité territoriale) s'appliquent aux meilleures pratiques comparées.

**Question n°13 :**

*Les modalités de calcul du montant dû au titre de la péréquation et des acomptes mensuels provisionnels envisagées appellent-elles des remarques de votre part ? Si oui, lesquelles ?*

Le mécanisme de calcul, de collecte et de régularisation décrit en 3.1.1 dans le document de consultation, mis en place par le CSMP et repris par l'ARCEP permet une mise en place efficace de la péréquation.

Pour être plus équitable vis-à-vis des éditeurs de presse magazine, la péréquation doit s'appliquer selon ces principes à toutes les entreprises (y compris hors presse) utilisant le réseau de distribution de la presse des SADP.

**Question n°14 :**

*Avez-vous des remarques sur le mécanisme envisagé par l'Autorité ?*

Un accès aux comptes détaillés des SADP pour permettre une pleine compréhension des modalités du calcul des coûts spécifiques aux quotidiens nationaux garantirait la transparence du mécanisme.

**Question n°15 :**

*Avez-vous des remarques sur le mécanisme décrit ci-dessus ? Si oui, lesquelles ?*

Pas de remarque particulière.

**Question n°16 :**

*Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.*

La péréquation est un principe légal structurant pour l'économie des quotidiens nationaux : si son calcul doit être actualisé pour prendre en compte la liquidation de Presstalis et les changements opérationnels opérés par France Messagerie, le maintien de son efficience et de son montant est indispensable sous peine d'une déstabilisation de chacun des niveaux de la filière de la distribution de la presse, qui en fragiliserait tous les acteurs et compromettrait l'accès des Français à une information fraîche et pluraliste sur tout le territoire.

Les éditeurs du SPQN sont soucieux d'optimiser les coûts de distribution de leurs journaux, surtout dans le contexte actuel d'attrition des quantités et des revenus. Toute amélioration et simplification seront les bienvenus, tant qu'elles ne remettent pas en cause le principe de solidarité et de répartition des coûts entre l'ensemble des éditeurs.